



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

âge de la retraite

Question écrite n° 46736

Texte de la question

M. Christophe Guilloteau attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville sur le dispositif relatif au départ en retraite anticipée pour les personnes en « carrière longue », ayant commencé à travailler à l'âge de 14, 15 ou 16 ans. En effet, la loi du 21 août 2003 prévoit que les personnes nées en 1952, titulaires de 168 trimestres validés, soit 42 années de cotisations, peuvent prétendre à leur départ en retraite au 31 décembre 2008. Une récente lettre circulaire semble modifier le contenu de la loi d'août 2003 en imposant aux générations nées à partir de 1952 quatre trimestres de cotisations supplémentaires, venant ainsi s'ajouter aux 160 trimestres de base auxquels s'ajoutaient déjà 8 trimestres de majoration spécifiques aux carrières longues, soit désormais 172 trimestres. Les personnes nées à partir de 1952 devront alors justifier, à partir du 1er janvier 2009, de 43 années de cotisations contre 42 auparavant et 40 plus 1 trimestre pour le régime général. Il souhaiterait avoir des précisions sur les nouvelles dispositions à appliquer.

Texte de la réponse

Le dispositif de départ anticipé pour carrière longue, issu de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, destinée à assurer la pérennité de nos régimes de retraite, est un dispositif de justice sociale en direction des assurés ayant accompli les carrières les plus longues. Les assurés qui ont débuté leur carrière à partir de 14 ans peuvent donc, depuis le 1er janvier 2004, demander la liquidation de leur pension de retraite à compter de l'âge de 56 ans s'ils bénéficient par ailleurs d'une durée d'assurance égale à celle du taux plein majorée de deux années. Cette mesure représente un effort très élevé pour les régimes de retraite : son coût dépasse ainsi les 2 milliards d'euros par an pour le seul régime général. Elle a bénéficié depuis sa création à plus de 100 000 assurés par an. Le Gouvernement a souhaité reconduire ce dispositif dans le cadre du « rendez-vous 2008 » sur les retraites. Cette décision permet de faire suite aux engagements du Président de la République en faveur de la réhabilitation de la valeur travail. Les paramètres du dispositif doivent toutefois évoluer pour tenir compte de l'allongement de la durée de cotisation à compter de 2009, prévue par la loi du 21 août 2003 et qui s'applique à l'ensemble des assurés nés après 1949. En effet, il ne serait pas équitable de maintenir inchangés ces paramètres tandis qu'un effort supplémentaire est demandé à l'ensemble des autres assurés. C'est pourquoi, comme la loi de 2003 l'avait prévu, la durée d'assurance nécessaire pour bénéficier du dispositif carrière longue est augmentée, pour chaque génération, dans les mêmes conditions que celle qui est nécessaire pour bénéficier du taux plein, soit un passage de 168 à 172 trimestres entre les générations 1949 et 1952. Une circulaire adressée le 7 juillet 2008 aux caisses de retraite a confirmé les intentions du Gouvernement de ne pas modifier la loi de 2003 sur ce point et a permis de débloquer le traitement des nombreuses demandes de liquidation de pension auxquelles il ne pouvait être donné suite.

Données clés

Auteur : [M. Christophe Guilloteau](#)

Circonscription : Rhône (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 46736

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 14 avril 2009, page 3475

Réponse publiée le : 6 octobre 2009, page 9538